ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU DIMANCHE 12 MARS 1978

1re Circonscription — Département du Loiret



Paul MERCY

23 ans

agent hospitalier au CHRO

Suppléante :

Marie-France MANOURY



CANDIDAT DE L'UNION OUVRIÈRE ET PAYSANNE POUR LA DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE

NOUS EN AVONS ASSEZ

La crise frappe tout le pays :

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.

— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard — Barre — Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que çà continue — Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

ET AVEC L'UNION DE LA GAUCHE, EST-CE QUE ÇA PEUT CHANGER ?

Mais d'abord, est-ce que l'union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme commun et l'Union de la gauche. Mais depuis quelques mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre des PDG des entreprises nationalisées...

Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme bureaucratique d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS, des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche se serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'Etat du PCF.

Dans la première circonscription, le candidat présenté par l'UOPDP ; n'est ni un notable ni un bourgeois — il est au contraire un simple employé et lié étroitement à la classe ouvrière et aux masses populaires.

Ce candidat, militant syndical depuis plusieurs années n'a cessé de lutter aux côtés de ses camarades contre toutes les injustices, la répression et l'exploitation capitaliste. Dans son établissement — le CHRO — il a participé activement à des grèves importantes.

Sur l'ensemble de l'agglomération, avec sa suppléante, ils ont toujours été aux côtés de tous les grévistes qui ont oser lutter contre ce système capitaliste — A Orlane en 1975, ils étaient présents lors de la charge des forces de police qui matraquèrent des femmes enceintes — A la Cepem ils étaient présents lors des Assemblées générales oú lors des manifestations des travailleurs en grève — A Oréga ils ont apporté leur soutien — à l'EDF Siti, à Diparco, à Rivierre Casalis, à John Deer, aux MJC...

Sur le plan local et dans leur entreprise ils ont organisé le soutien physique et financier à toutes ces luttes — ils ont travaillé à l'unité de la classe ouvrière, à l'unité entre les femmes et les hommes, à l'unité entre les français et les immigrés.

Aujourd'hui ils soutiennent activement 2 conflits où des hommes et des femmes, militants syndicaux, osent, soit prendre des initiatives pour la culture populaire, soit dénoncer l'exploitation scandaleuse des ouvriers femmes et immigrés, ce sont : les MJC et Rivierre et Casalis.

— MJC, que la municipalité Thinat veut démanteler pour les récupérer et y instaurer une culture qui n'a rien de populaire, comme à la MJC Madeleine patronnée par M. Emonet, candidat de la droite (CDS).

Mais ce qu'il ne faut pas oublié, c'est qu'en 1971, l'accession au pouvoir municipal de M. Thinat s'est faite grâce au Parti Socialiste et au Parti communiste qui avaient appelé à voter Grosbois — certain ont la mémoire courte en critiquant aujourd'hui la politique du conseil municipal actuel !

Dans ces MJC la lutte s'est développée et des initiatives sont prises pour que ces maisons soient des lieux de débat, de rencontre, de réflexion politique organisé par les travailleurs eux-mêmes — des lieux de soutien et de solidarité aux luttes des travailleurs.

— Rivierre et Casalis, où le PDG illustre par ses méthodes ce que Giscard et sa clique appellent « revalorisation du travail manuel ».

— les OS de la tôlerie appelle leur atelier « l'enfer ».

— les ouvriers de la peinture respirent toute la journée des vapeurs toxiques, lourdes de menaces pour leur santé. La détermination de leur lutte récente est à la mesure des dangers qu'ils courent.

On voit aussi ce qu'il en est de la condition féminine quand à Rivierre, comme dans d'autres entreprises, des femmes OS se voient bafouées et méprisées, parce que l'on refuse de voir en elles l'égale de l'homme et un être émancipé — mais au contraire un objet de plaisir et de convoitise.

Quant aux mesures Stoléru qui couvrent le racisme, la xénophobie et la division entre les travailleurs français et immigrés, elles sont concrètement appliquées dans cette entreprise, comme dans d'autres d'ailleurs, où tous les jours des travailleurs immigrés se voient insultés et menacés d'être licenciés.

Enfin lorsque l'exploitation est dénoncée, la société libérale montre son vrai visage : 2 délégués sont mis à pied et le PDG tente (sans succès) de les licencier.

— Voilà ce que dénoncent les candidats présentés par l'UOPDP —

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuseront de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes, avec le Tiers Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superpuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assument réellement le pouvoir, la direction de la société.

Notre volonté c'est de servir le peuple, de façon la plus désintéressée nous ne voulons pas devenir des notables ni des politiciens.

Ni Douffiagues, ni Sallé, ni De la Fournière, ni Portheault, ni Bizouerne, ni tous les autres ne représentent la classe ouvrière et les masses populaires. Tous ces personnages ne défendent en aucune manière nos intérêts de classe.

C'est pour toutes ces raisons que nous les rejetons et qu'au 2ème tour nous ne nous désisterons pour aucun d'entre eux.

VOTEZ pour le candidat* de l'U O P D P

Paul MERCY

et sa suppléante **Marie-France MANOURY**

** Ce candidat est soutenu par les communistes fidèles au Marxisme-Léninisme et à la pensée Mao Tsé Toung.*

Imprimerie Nouvelle. Orléans